



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 206

Texte de la question

## POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. François Brottes.

M. François Brottes. C'est une histoire vraie, monsieur le Premier ministre.

Il était tout juste huit heures trente ce lundi matin lorsque j'ai reçu l'appel d'une personne qui s'est présentée comme une dame âgée. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Vous êtes mon député, m'a-t-elle dit, et je vous appelle pour en avoir le coeur net : est-ce vrai que le Gouvernement veut nous faire payer la télévision ? Si c'est vrai, avec mon diabète, pour lequel on me rembourse de moins en moins, et une toute petite retraite, je ne vais pas m'en sortir. Dites-leur, monsieur le député. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Oui, madame, lui ai-je répondu, ils ont décidé, comme pour 800 000 autres personnes âgées, de vous faire payer la redevance télé dont vous étiez exonérée. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Oui, ils ont décidé de vous faire payer le fait d'être malade, au prétexte de vous responsabiliser. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Depuis des semaines et des semaines, nous dénonçons ces décisions. Ils ont fait le choix de distribuer des milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches au mois de juillet dernier, avec le fameux bouclier fiscal. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Il faut donc trouver l'argent ailleurs. Deux milliards d'euros seront d'ailleurs encore ponctionnés en fin d'année sur nos factures d'électricité et de chauffage.

Bref, manger, se loger, se soigner, se chauffer, se déplacer, tout cela devient de plus en plus dur pour les retraités mais aussi pour les salariés, dont 40 % perçoivent moins de 1 300 euros par mois.

Il faut dire aux Français que d'autres choix sont possibles. Nous formulons des propositions applicables rapidement et, dès demain matin, notre assemblée en débattrait. Il ne tient qu'à vous d'accepter le débat. Ces propositions concernent l'encadrement des loyers et des tarifs de l'énergie, l'ajustement des prix du carburant, la baisse des prix des produits de première nécessité - je rappelle que nous avons baissé la TVA -, la revalorisation des salaires et de la prime pour l'emploi, créée par nous, la hausse des petites retraites, la création d'un chèque transport enfin efficace puisque, de votre aveu même, le dispositif actuel est inefficace. Demander davantage de pouvoir d'achat, ce n'est pas demander la charité ou la possibilité de survivre. C'est avoir le droit de vivre.

M. le président. Merci de poser votre question, monsieur Brottes. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. François Brottes. Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous en finir avec la logique du " gagner moins pour toujours payer plus " et accepter de débattre sérieusement de nos propositions ? Elles sont simples, justes et efficaces. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur de nombreux bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Enfin, monsieur le député, vous vous intéressez vous aussi à la défense du pouvoir d'achat des Français ! *(Protestations sur les bancs du*

*groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) C'est très clairement la logique dans laquelle le Président de la République, le Premier ministre et tout son gouvernement s'inscrivent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Je vous rappelle que le pouvoir d'achat a augmenté de 2,7 % en 2007 (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*),...

M. Jérôme Lambert. Pas pour tous les Français !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. ...qu'il augmentera de 2,5 % en 2008 (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*), et que le SMIC a augmenté de 23 % en cinq ans, contre 13 % sous le gouvernement Jospin.

Nous souhaitons tout d'abord encourager le travail, parce que c'est ainsi que nous créerons de la croissance, dont nous pourrons ensuite répartir les fruits.

Résultat, le chômage diminue mois après mois. Il est aujourd'hui à 8,1 %, taux rarement atteint au cours des dernières années. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. Frédéric Cuvillier. Ils ne sont pas dans le même monde !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Nous encourageons également à travailler plus. La mesure concernant les heures supplémentaires (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*) permettra à de nombreux salariés français de voir sur leur bulletin de salaire à la fin du mois, c'est-à-dire dans deux jours, que leur rémunération a augmenté, et ce supplément est exonéré de charges et d'impôts.

Il y a aussi toutes les mesures dont je vous remercie de vous faire le porte-parole. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Le Président de la République l'avait annoncé devant l'association des journalistes de l'information sociale et le Gouvernement l'a confirmé à la suite de la conférence pour l'emploi, les aides seront subordonnées à l'engagement des entreprises de négocier annuellement sur les salaires.

Enfin, la loi sur la concurrence, que j'ai présentée avec Luc Chatel et qu'il a défendue devant vous la nuit dernière jusqu'à une heure avancée, vise notamment à réduire les coûts des télécommunications et des communications électroniques et à faire baisser les prix de revente grâce au développement de la concurrence.

M. Frédéric Cuvillier. Blabla !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. C'est par toutes ces mesures que nous défendons le pouvoir d'achat des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. François Brottes](#)

**Circonscription :** Isère (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 206

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Économie, finances et emploi

**Ministère attributaire :** Économie, finances et emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 29 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 novembre 2007